

FAURE-SOULET, J.F. *Réflexions d'écopolitique pour une science économique efficace*. Talant (France), 1990, 219p.

Roger Dehem

Volume 22, numéro 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702855ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1991). Compte rendu de [FAURE-SOULET, J.F. *Réflexions d'écopolitique pour une science économique efficace*. Talant (France), 1990, 219p.] *Études internationales*, 22(2), 436–437. <https://doi.org/10.7202/702855ar>

cohérence et la capacité de la communauté internationale dans ses efforts pour contraindre l'Afrique du Sud à changer. Les analyses réalistes traditionnelles ne peuvent expliquer ni rendre compte du dynamisme inhérent de la nouvelle Division Internationale du Travail et de ses effets sur l'Afrique du Sud en général.

«Pax Pretoriana» devient ainsi une autre «curiosité»; un document bref et pénible qui nous rappelle comment l'analyse en sciences sociales nécessite des approches révisionnistes plus dynamiques, puisque les approches réalistes et matérialistes traditionnelles constituent des outils analytiques insuffisants.

Larry A. SWATUK

*Département de science politique
Université Dalhousie à Halifax, Canada*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

FAURE-SOULET, J.F. *Réflexions d'écopolitique pour une science économique efficace*. Talant (France), 1990, 219p.

Ce livre est un plaidoyer pour l'action sans inhibition. Son auteur tente de convaincre le lecteur de la «nécessité absolue pour l'économiste d'entreprendre d'urgence sa mutation pratique» (p. 187). Réaction légitime contre l'excès de formalisme qui a marqué l'économie politique depuis une trentaine d'années, cet ouvrage fait malheureusement dévier le débat dans une voie illusoire, voire dangereuse.

Que l'économie doive être mise au service de la Société, qui en disconviendrait? Léon Walras lui-même, le

grand formalisateur de l'équilibre général, fut animé d'un zèle humanitaire qu'il ne cachait pas. Pour lui, la rigueur logique devait élaguer l'économie politique littéraire de ses impuretés, de ses sophismes. L'attitude de Faure-Soulet est tout autre. Il impute la «maladie sociale» (p. XIII) à l'attentisme des économistes qui se complaisent dans des schémas logiques axiomatiques. Conçue en tour d'ivoire, la science économique moderne est qualifiée de «peu efficace». Bien plus, l'auteur affirme que «passé un certain stade dans un domaine donné de recherche économique, la pensée devient inefficace si le régime économique et social est trop libre». L'auteur avoue ainsi son non-libéralisme. Bien ancré dans la tradition colbertienne française, l'auteur s'accroche au levier magique de l'État à la fois pour résoudre le problème de l'allocation optimale de ressources rares, pour une plus grande justice, plus de sécurité et même plus de «liberté réelle» (p. XXI).

Les prix ne seraient que de «piètres régulateurs» qui ne réaliseraient l'équilibre qu'au terme d'une accumulation de souffrances» (p. XXII). Activiste sans réserve, l'auteur propose à l'État «une politique suivie contre tout système d'expédients» (p. XIII).

Si l'on ne peut que souscrire à l'idée de faire converger les optiques économique et politique dans l'étude des systèmes, une mise en garde s'impose contre toute déviation idéologique mal fondée. L'activisme de l'auteur s'appuie, non pas sur un examen approfondi et circonstancié de l'expérience historique, mais sur des prises de position doctrinaires, ou peu réflexives, sur le rôle de l'État: «l'emploi dans l'intérêt de tous de techniques économiques acquises (est) à compléter... par des prises de

position sur le rôle général de l'État et des multinationales...» (p. 13).

Sans sympathie aucune pour le libéralisme, l'auteur ne cache pas son admiration pour «des théories partielles, et même partiales (Marx, Keynes)» qui auraient été «vraies» dans la mesure de leur utilité (p. 19).

Le prisme idéologique déformant de l'auteur se révèle évidemment dans la caractérisation d'auteurs ou de régimes anciens. Ainsi, à propos du mercantilisme, écrit-il: «Ses tenants eurent raison trop tôt, privilégiant l'action, la politique économique, alors que les instruments n'étaient pas créés» (p. 21). Même Saint-Simon est considéré comme timoré: «Nous demanderons à des auteurs moins ambigus sur les buts, plus réalistes sur les moyens, les lignes directrices d'une économie politique efficace» (p. 23). Proudhon et Marx semblent satisfaire au critère d'une «vision très simple et pourtant trop souvent méconnue de la globalité et de l'utilité sociales» (p. 26). «L'utilité pour un pays, un groupe social, à une époque donnée, voilà qui constitue la vérité d'une théorie.» Cette conception étrange révèle une volonté subconsciente de domination du corps politique par des techniciens de l'économie. Le marxisme subconscient de l'auteur se révèle encore par l'affirmation que l'homme était relativement libre avant le capitalisme, qu'il fut prisonnier dans ce dernier régime, en attendant de se libérer par la société communiste (p. 32).

Après avoir disserté sur «les dangers... des constructions formelles sur l'optimum concurrentiel», l'auteur fait peu de cas des préférences individuelles. Il écrit, tout froidement: «Pourquoi ne pas parler des «objectifs» de l'État, simplement?» (p. 68).

L'auteur n'hésite pas à proposer un code d'obligations multiples à l'économiste, notamment celle de «faire de la propagande pour un interventionnisme cohérent de l'État» (p. 73). «Tout cela, y compris l'interventionnisme cohérent préconisé, ne peut que renforcer la liberté des citoyens, incluant la liberté (à la limite) de choisir un régime autoritaire» (p. 73).

Sans référence aucune à l'Est européen, où au terme d'un long calvaire inspiré et organisé conformément à la philosophie de l'auteur l'on s'accroche désespérément à l'économie de marché comme unique planche de salut, les «réflexions» de Faure-Soulet font figure de navrante aberration.

Roger DEHEM

Département d'économie
Université Laval, Québec

HAGLUND, David (Ed.). *The Defence Industrial Base and the West*. London-New York, Routledge, 1989, 298p.

Si les évolutions politiques internationales influencent considérablement le marché des matières premières, inversement celles-ci sont utilisées à des fins géopolitiques qui permettent d'atteindre positivement ou négativement le bien-être économique des pays importateurs ou exportateurs et de modifier substantiellement la sécurité des États. La possession, la disposition ou le libre accès aux ressources minières constitue une base économique essentielle de toutes les économies développées, car elles contribuent matériellement à la puissance industrielle et militaire des États. En outre, les échanges internationaux de ces produits